Résumé Exécutif

Rapport d'Évaluation

Collaborative Learning from the Bottom-up :
Identifying Lessons from a Decade of Peacebuilding in North and South Kivu through Bottom-up Evaluation (2009-2019)

© Life & Peace Institute 2020

Village de Nyamitaba, Nord Kivu, janvier 2020 @ Alexis Bouvy

© Life & Peace Institute 2020

L'équipe d'évaluation :
François Van Lierde (Team Leader),
Winnie Tshilobo, Evariste Mfaume,
Alexis Bouvy et Christiane Kayser

Design & Illustration :
Laughing Gas Deisgn

Résumé Exécutif

Le Secteur de la Transformation des Conflits en République Démocratique du Congo

Les interventions de transformation de conflits se sont multipliées ces dix dernières années dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) : des organisations de la société civile congolaise se sont spécialisées dans le domaine, un nombre de plus en plus important d'organisations non gouvernementales internationales (ONGI) et d'agences onusiennes se sont positionnées dans le secteur, lequel est prioritaire pour de nombreux bailleurs de fonds, notamment dans le cadre de la Stratégie Internationale d'Appui à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS).

La transformation de conflits constitue un champ d'intervention à part entière (au-delà de la transversalité de la sensibilité aux conflits) qui regroupe des organisations très diverses, dont les objectifs thématiques (dans le domaine du dialogue, du foncier, de la sécurité, etc.) sont à l'image des dynamiques de conflits dans l'Est de la RDC : multiples et profondément interconnectés. Cette diversité rend l'évaluation du secteur de la transformation des conflits dans son ensemble particulièrement complexe. Pourtant, elle paraît indispensable.

Un constat s'impose en effet : durant la période de 10 ans considérée dans le cadre de cette évaluation, la situation dans les zones couvertes par les interventions de transformation des conflits au Nord et au Sud Kivu est restée globalement et chroniquement instable. La documentation disponible sur le sujet le confirme amplement. Les populations sont encore exposées à des risques sécuritaires majeurs et récurrents, les groupes armés – même fragmentés – y restent actifs, dans un contexte de dilemmes sécuritaires et de dynamiques locales de conflit largement inchangés.

Face à cela, quel bilan tirer des interventions de transformation des conflits ? Qu'ont-elles permis de changer individuellement et collectivement ? Quelles ont été leurs principales contributions, leurs limites et quelles leçons tirer ? Ce sont les questions clés qui ont guidé cette évaluation.

Une Évaluation Collaborative

Financée par la Coopération suédoise Sida et coordonnée par le Life & Peace Institute (LPI), cette évaluation a été menée avec le soutien d'un Groupe de Référence (GdR) réunissant quinze organisations nationales et internationales actives au Nord et au Sud Kivu et spécialisées dans le domaine de la transformation des conflits, auquel le STAREC[1] a également été associé. Dans cette démarche collaborative, le GdR a appuyé les évaluateurs dans la conception de la méthodologie, la collecte des données, leur analyse et leur restitution.

L'évaluation a opté pour l'approche qualitative de Outcome Harvesting. La collecte de données s'est déroulée en décembre 2019 et janvier 2020 dans quatre zones/territoires principales du Nord et du Sud Kivu (Uvira, Kalehe, Masisi et Rutshuru)[2] : 23 localités ont été visitées, 955 personnes (dont 34% de femmes) ont été consultées en groupe ou individuellement. Une trentaine d'acteurs politiques (Ministres provinciaux, Directeurs de Cabinet, Députés, etc.) ont également été interviewés au niveau provincial afin d'obtenir un point de vue plus institutionnel sur les interventions de transformation des conflits et leurs résultats. Les données collectées ont été analysées en février 2020 avec les membres du GdR, des représentants de la Mission de Sabilisation de l'ONU en RD du Congo (MONUSCO, Stabilization Support Unit), du STAREC (Nord, Sud Kivu et Ituri), d'UN Habitat et de la Gesellschaft für International Zusammenarbeit (GIZ), lors d'un atelier de quatre jours organisé à Bukavu.

Le processus a clôturé avec un cycle de restitution des résultats initialement prévue en Avril et Mai 2020, qui a été finalement mené dans les quatre zones en novembre 2020 pour raisons de Covid-19.

Les résultats de l'évaluation s'inspirent largement des conclusions de l'atelier d'analyse et des contributions des acteurs locaux consultés dans le cadre de ces restitutions.

[1] Le programme National de Stabilisation et de Reconstruction des zones sortants des conflits armés (STAREC) a été créé en 2009, en remplacement du programme Amani (issu des Accords de Goma de 2008). Il est placé sous a compétence du Ministre national du Plan et est soutenu par l'ISSSS dans les provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu et de l'Ituri.

[2] Certaines localités des territoires de Fizi et Walungo étaientt également touché pendant la collecte des données.

Les étapes du **processus d'évaluation**

1

La revue documentaire :

Menée à distance par l'équipe d'évaluation en début de projet (revue de la littérature, des évaluations et des rapports de projets disponibles), elle s'est poursuivie tout au long du processus d'évaluation[3].

2

L'atelier de lancement :

Organisé en septembre 2019, cet atelier a permis la mise en place du GdR, la définition des questions d'évaluation et l'identification des quatre zones majeurs ciblées par l'évaluation[4].

3

Les analyses de conflits :

Des analyses synthétiques des dynamiques de conflits et de leur évolution sur la période 2009-2019 ont été menées dans les quatre zones. Elles ont permis à l'équipe l'évaluation et au GdR de disposer d'un cadre analytique de référence au regard duquel les interventions, leur pertinence et leurs résultats ont été évalués.

4

L'identification préliminaire des résultats :

Des consultations ont été menées auprès des organisations membres du GdR. Les résultats formulés par ces organisations ont permis l'établissement d'un 1e draft de mapping des résultats dans les 4 zones ciblées.

[3] *Voir la liste des documents consultés dans la section Bibliographie.*

[4] *Plaine de la Ruzizi, Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira ; Kalehe (littoral, Hauts Plateaux et Bunyakiri); Chefferie de Bashali (Masisi); Chefferie de Bwisha (Rutshuru).*

5

L'identification des résultats et leur analyse au niveau local :

Deux missions ont été organisées au Sud et au Nord Kivu (en décembre 2019 et janvier, 2020) afin d'identifier les résultats tels que vécus, perçus et formulés par les acteurs locaux et de discuter les principaux critères d'évaluation des interventions de transformation des conflits (pertinence, efficacité, etc.).

6

L'identification des résultats et leur analyse au niveau provincial :

Huit focus groupes de 4-5 acteurs politiques (Ministres provinciaux, Directeurs de Cabinets, Députés, etc.) ont été organisés à Bukavu et à Goma en février 2020, afin d'obtenir un point de vue plus politique et institutionnel sur les interventions de transformation des conflits et leurs résultats.

7

L'atelier d'analyse participative des données :

Il a été organisé à Bukavu en février 2020 et a réuni les membres du GdR, ainsi que des représentants de la MONUSCO (Stabilization Support Unit), du STAREC (Nord et Sud Kivu et Ituri), de l'UN Country Team (UN Habitat) et de la Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Les données collectées ont été analysées collectivement. Les résultats de l'évaluation s'inspirent largement des conclusions de cet atelier.

8

Le cycle de restitution des résultats, la formulation des recommandations et leur dissémination :

Un dernier cycle de discussion avec les acteurs communautaires et politiques (consultés lors de la collecte de données) avait été planifié pour le mois de juin 2020. Pour cause de Covid-19, il fut finalement organisé en novembre 2020. Les conclusions et les recommandations présentées dans ce rapport intègrent les contributions des parties prenantes ayant participé aux différents ateliers de restitution[5].

[5] *A Uvira, Bukavu, Minova, Goma, Kitshanga, et Rutshuru. Au total, 162 personnes ont participé à ces échanges.*

Résultats et Contributions à la Transformation des Conflits au Nord et au Sud Kivu

Au terme de ce processus d'évaluation, nous avons identifié 18 résultats (i.e. contributions majeures à la transformation des dynamiques de conflits dans les zones ciblées). Ils sont décrits, contextualisés et analysés dans la 1e partie de ce rapport.

Nous rapportons tout d'abord une réduction importante des tensions au sein du corps social (au niveau local) grâce à la mise en place de mécanismes extra-juridictionnels de médiation et à la résolution négociée et pacifique d'un nombre important de conflits locaux et interindividuels (essentiellement fonciers). C'est l'un des secteurs dans lequel les organisations ont le plus investi. Pour autant, faute d'emprise sur les causes de ces conflits, ces interventions n'ont eu que peu d'effets sur leur nombre et leur récurrence. La capacité d'actions des comités mis en place sur les conflits fonciers complexes – source importante de violence et d'instabilité – est par ailleurs restée limitée, tout comme la durabilité de la plupart d'entre eux, faute d'institutionnalisation. Certaines organisations, plus rares, ont travaillé sur ces conflits fonciers complexes. Des initiatives de médiation directe ont été menées, parfois avec succès, mais ces interventions sont restées ponctuelles et largement dépendantes de la disponibilité des financements. La question des inégalités foncières et des grandes concessions a également été abordée au Nord Kivu. Au terme de processus de dialogue, des arrangements locaux ont permis de renforcer l'accès de petits producteurs à la terre sous forme de métayage, mais sans sécurisation, ni répartition plus équitable des espaces. Ces expériences ont montré le potentiel des approches négociées utilisées par les intervenants. Mais elles ont également montré leurs limites, dans un contexte où les rapports de force entre concessionnaires et paysans sont restés largement inchangés et où l'implication des élites politico-sécuritaires dans la spéculation foncière et l'absence d'un cadre réglementaire (et d'une mise en application des dispositions existantes) empêchent toute forme de réponse légale et coercitive. Au Sud Kivu, des Organisations de la Société Civile (OSC) congolaises se sont engagées dans le domaine de la sécurisation foncière des terres rurales et coutumières et de l'organisation du secteur de l'élevage comme mode de prévention des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Leurs processus de recherche et de dialogue ont créé une dynamique de légitimité, à partir de laquelle des arrangements et des dispositifs de gouvernance locale ont été développés. Leur mise en application est toutefois restée limitée. De là, nous avons conclu :

- *à l'importance du leadership des autorités dans les processus de gouvernance (par opposition à des initiatives d'ONG, auxquelles les autorités sont associées, mais sur lesquelles elles n'ont souvent que très peu d'emprise) ;*
- *à l'indispensable complémentarité entre légitimité et légalité, comme condition fondamentale de l'efficacité et de la durabilité de ces dispositifs de gouvernance locale;*
- *à la nécessité d'une société civile plus engagée politiquement et capable d'influencer l'élaboration et la mise en application des dispositifs légaux et des politiques publiques*

répondant de manière structurelle aux causes profondes des conflits fonciers. A ce sujet, nous avons évoqué l'engagement de certaines OSC dans le processus de réforme du Code Foncier et en avons montré tout le potentiel et l'importance.

Nous avons ensuite évoqué la mise en place de mécanismes locaux de gouvernance sécuritaire, dans la quasi-totalité des zones visitées. L'objectif de ces interventions : élargir les espaces de prise de décision, recréer de la confiance entre les services de sécurité et les populations et poser les bases d'une redevabilité mutuelle. Nous avons montré que ces mécanismes constituent de nouveaux espaces au sein desquels les doléances des populations peuvent trouver un écho et avons donné un certain nombre de cas et d'exemples issus des différentes zones visitées. Pour autant, leur action se limite généralement aux aspects les plus locaux de la gestion sécuritaire : leur emprise sur les causes profondes de l'insécurité, sur la nature même de la gouvernance sécuritaire en RDC et, à fortiori, sur les réseaux patrimoniaux et clientélistes qui en sont les principaux animateurs, est restée faible. Dans les quatre zones ciblées, on observe également la mise en place de comités locaux de sensibilisation des groupes armés, avec des résultats intéressants en termes de réduction des nuisances et de démobilisation de certains éléments. Nous détaillons et contextualisons ces résultats dans le rapport. Nous les nuançons également : l'action de ces comités restent souvent très locale, très ponctuelle, sans emprise sur les sponsors des groupes armés qu'ils ciblent. Ils ont par ailleurs peu ou pas d'effets sur les dilemmes sécuritaires, ce qui explique – en partie – que le nombre d'éléments qu'ils démobilisent (et le nombre d'armes déposées) reste faible. En raison des dysfonctionnements de la politique nationale de DDR et des limites des projets de réinsertion mis en oeuvre par les ONG (groupe cible limité, durée trop courte des projets, inadaptabilité des appuis, peu d'investissement dans le volet social de la réinsertion, etc.), nombre d'éléments démobilisés par ces comités sont rentrés en brousse rapidement, le plus souvent dans une logique de « retour circulaire[6] ».

La question des ressources naturelles a également été traitée, mais de manière plus limitée, sur base d'expériences collectées dans le territoire de Kalehe, dans le domaine de la certification des sites et de la traçabilité des minerais. Nous avons montré que ces initiatives concourent à une formalisation des circuits d'écoulement des produits miniers et limitent – même partiellement – les opportunités de détournement des ressources par certains acteurs armés. Pour autant, leur impact sur la fraude et la conflictualité autour des sites est mitigé pour différentes raisons que nous détaillons dans la 1e partie du rapport.

La collecte des données a permis d'identifier un résultat traitant spécifiquement de la dynamique régionale, sous l'angle de la gestion des postes frontières, des flux transfrontaliers et de la cohésion sociale de part et d'autre des frontières.

En ce qui concerne la participation des jeunes et des femmes, nous avons montré que ces groupes ont été ciblés par de nombreux intervenants, mais généralement de manière ad hoc, relativement isolée ou déconnectée des processus plus larges et stratégiques de dialogue communautaire et politique. S'ils ont été associés, c'est généralement sur base de quotas qui ont garanti leur présence, mais non – faute de stratégies et d'appuis

[6] *Vlassenroot (K.), Mudinga (E.), Musamba (J.). Retour circulaire: navigation entre la vie de civil et de milicien à l'est de la RDC, Groupe d'Etudes sur les Conflits et la Sécurité Humaine (GEC-SH), 2019.*

spécifiques – leur participation active dans ces processus. Finalement, nous avons considéré le renforcement de la confiance et de la cohésion sociale intercommunautaire comme la principale contribution des organisations actives dans le secteur de la transformation des conflits. Dans les quatre zones d'évaluation, on constate

1. *Une réduction relative (et parfois très limitée) du phénomène de « globalisation » (i.e. un acte commis par individu devient imputable à l'ensemble de sa communauté) et*

2. *Un rétablissement des contacts et des échanges entre individus de communautés différentes, après des périodes relativement récentes de repli ou de rupture totale.*

Nous avons présenté plusieurs indicateurs qui illustrent ce changement (reprise des échanges commerciaux, reprise des mariages mixtes, plus forte mixité dans l'occupation spatiale des cités, etc.). Si nos interlocuteurs se sont très largement entendus pour considérer la multiplication des projets de paix comme l'un des principaux facteurs d'explication, les éléments de contexte ont également été évoqués comme un autre facteur explicatif majeur. Un certain nombre d'interlocuteurs établissent en effet un lien direct entre les dynamiques de rapprochement intercommunautaire et la réduction de l'intensité des conflits et des violences (sur laquelle les intervenants n'ont généralement qu'une emprise plus limitée). Et de suggérer que de manière générale les actions des ONG ne provoquent pas, mais capitalisent sur l'évolution positive d'un contexte conflictuel et sécuritaire donné. Leurs actions de cohabitation pacifique permettent alors d'en consolider les acquis.

En conclusion de la 1ère partie de ce rapport, nous considérons que les 17 résultats qui ont été identifiés dans le cadre de cette évaluation sont significatifs et montrent la capacité des organisations spécialisées dans le domaine de la transformation des conflits de provoquer des changements au niveau individuel, relationnel, voir institutionnel dans certains cas, et cela dans un contexte politique et sécuritaire complexe et volatile.

Focus groupe avec les jeunes, Bwegera, Sud Kivu @ François van Lierde

Principaux Enseignements

Pour autant, la collecte des données et les consultations menées au niveau local et provincial mettent en évidence un certain nombre de limites fondamentales et récurrentes. Elles sont traitées sous forme de enseignements dans la seconde partie du rapport.

Nous avons tout d'abord questionné les objectifs des interventions de transformation des conflits et constaté qu'elles sont généralement restées en périphérie des enjeux et des conflits majeurs. Nous avons évoqué à ce sujet les conflits de pouvoir, la question identitaire et de la nationalité, celle de la justice et de la réconciliation, l'activisme des groupes armés, les dilemmes sécuritaires et les dynamiques politiques dans lesquelles ils prennent généralement racines. Des organisations membres du GdR ont parlé de « lignes rouges » pour qualifier ces enjeux majeurs qui sont connus, qui ont été identifiés à de multiples reprises dans les analyses de conflits, mais sur lesquels les organisations se sont relativement peu positionnées, pour des raisons de sensibilité, de risques et/ou de mandat.

Nous avons ensuite évoqué la faible collaboration entre l'Etat et les organisations spécialisées dans le domaine de la transformation des conflits. Au regard de la complexité des conflits, de leur caractère multi-niveau et de leur nature politique et sécuritaire, l'engagement de l'Etat congolais dans les processus de transformation des conflits , mais également dans le domaine des réformes institutionnelles, est une condition fondamentale de leur succès. Il est pourtant resté limité. Durant la période 2009-2015, les organisations de mise en oeuvre sont intervenues de manière relativement isolée, en l'absence de tout cadre de collaboration stratégique et dans un contexte de très forte méfiance à l'égard des autorités. La situation a sensiblement évolué en 2016, suite au lancement de la 2e phase de l'ISSSS et au (re) positionnement du STAREC au centre de la stratégie et de son dispositif de mise en oeuvre, lequel a créé un cadre de planification commune et de coordination.

Plus récemment, certaines ONG ont placé leurs initiatives de dialogue sous le leadership de mécanismes/programmes du gouvernement (Mécanisme National de Suivi des Accord d'Addis Ababa (MNS) et STAREC), se mettant donc en retrait, dans un rôle d'assistance technique. C'est un changement relativement fondamental de la conception que ces ONG se faisaient de leur rôle et de leur collaboration avec le gouvernement congolais. C'est également le signe d'une certaine prise de conscience des limites auxquelles font face les processus de transformation des conflits lorsqu'ils sont mis en oeuvre par des ONG agissant seules ou de manière trop locale et isolée. Ceci étant dit, l'engagement actif de l'Etat dans les processus de transformation des conflits, l'harmonisation par les autorités des différents cadres de collaboration existants et leur renforcement technique restent des défis majeurs. Nous y revenons dans les recommandations.

Nous avons ensuite abordé les méthodologies et les niveaux d'intervention des organisations spécialisées dans le domaine de la transformation des conflits. Elles ont développé ces 10 dernières années des approches combinant recherche-action participative et dialogue. Nous avons souligné et expliqué le caractère indispensable de la recherche participative (comme vecteur de conscientisation des parties prenantes et comme préalable à l'organisation de processus de dialogue ciblés, crédibles et inclusifs) et du dialogue (en tant que nouvel espace

négocié[7] au sein duquel les pratiques, les comportements et les positions des parties prenantes peuvent évoluer). Pour autant, ces processus souffrent de faiblesses importantes qui en limitent l'efficacité. Au-delà des modalités de mise en oeuvre de ces dialogues (durée, crédibilité des organisations, ancrage locale, flexibilité financière, etc.), nous avons noté trois principales difficultés :

- *Une mobilisation des communautés qui reste limitée faute d'un engagement soutenu des organisations au niveau le plus local ;*
- *Une emprise très limitée sur les acteurs et les élites politiques et sécuritaires qui exercent une influence majeure sur les dynamiques de conflit au niveau local ;*
- *Un leadership des processus de dialogue qui reste largement entre les mains des organisations de mise en oeuvre et un très faible engagement des autorités (dans la conduite des dialogues et, à fortiori, dans la mise en oeuvre des recommandations qui en sont issues).*

Autre enjeu majeur pour le secteur de la transformation des conflits : le rôle de la société civile, en tant que moteur de mobilisation et d'interpellation des autorités congolaises. Les OSC congolaises sont divisées sur des clivages identitaires et socio-politiques et semblent de plus en plus cantonnées dans un rôle d'exécution de projets, dans une logique de partenariats opérationnels et à court-terme. Ceci crée des effets d'opportunisme, fragilise leur crédibilité, leur positionnement et leurs capacités d'innovation, mais limite également considérablement les capacités d'action collective de la société civile. Quelques initiatives ont été évoquées dans ce rapport et montrent le potentiel d'une société civile capable de parler d'une seule voix, de s'engager dans le champ politique et de se positionner comme interlocuteur crédible face aux autorités.

En ce qui concerne les modalités de mise en oeuvre des interventions, nous rapportons une très faible participation des parties prenantes dans la conception et la mise en oeuvre des projets, ainsi qu'une redevabilité insuffisante des intervenants à l'égard des autorités et des acteurs avec lesquels ils collaborent au niveau local et provincial. L'opacité dans la gestion des financements, des cas de malversations (rapportés dans l'ensemble des sites visités) et le caractère très répandu des « opérations-retours » sont d'autres facteurs qui expliquent les suspicions et la relative crise de confiance à l'égard des ONG et agences que nous avons constatées sur le terrain. Certains de nos interlocuteurs ont enfin évoqué le « Peace business » pour qualifier la répétition, sinon la multiplication de projets de transformation de conflits menés au niveau local et communautaire, de manière statique et routinière, sans réelle remise en question, ni prise de risque. Ces éléments constituent des freins importants à la mobilisation des acteurs locaux et communautaires (et à la sincérité de leur engagement) dans le cadre des projets et des processus de transformation des conflits, ce qui en limite considérablement l'efficacité.

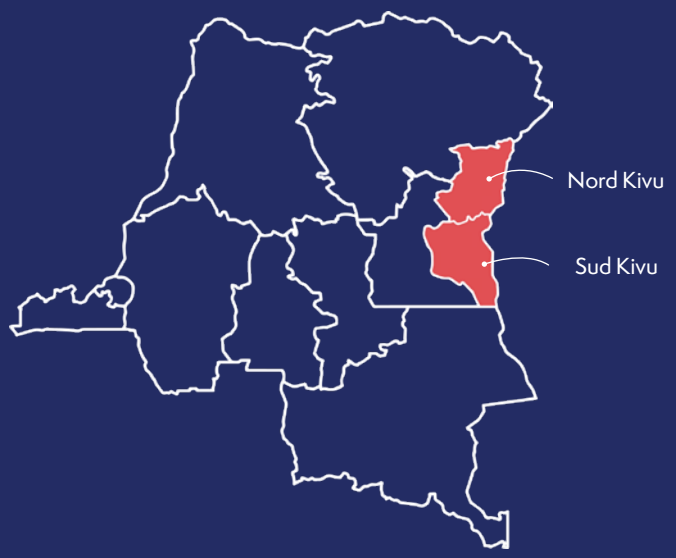
Finalement, et de manière peut-être plus fondamentale, nous questionnons la nature même des réponses et des dispositifs de transformation de conflits qui ont été soutenus et financés ces 10 dernières années. Au regard de la nature des conflits dans l'Est de la RDC, des lignes

[7] *Morvan (H.) et Nzweve (J-L.). La paix à petits pas. Inventaire et analyse des pratiques locales de paix à l'Est de la République Démocratique du Congo. Londres, International Alert, 2010, p.52*

rouges évoquées plus haut et de leur complexité, il semble en effet irréaliste de considérer que des projets mis en oeuvre par des organisations (des ONG) puissent contribuer, seuls, à la transformation de dynamiques conflictuelles multidimensionnelles, multi-niveaux, profondément politiques et sécuritaires. Pour des raisons de stratégies, de vision, de risques ou de capacités, les organisations sont intervenues ces 10 dernières années de manière relativement locale et isolée, dans les limites souvent très restrictives (et peu flexibles) de leurs projets. Si ces organisations ont un rôle central à jouer dans la transformation les conflits à l'Est de la RDC, il paraît essentiel de repenser leurs actions et leurs stratégies afin de les inscrire dans des cadres de collaboration institutionnelle et politique plus larges.

Sud Kivu @ Francois van Lierde

Une évaluation « ascendante »
Les participants



23
Localités[8]

atteintes au cours du processus.

955
Participants engagés

34%
Femmes

Catégories d'acteurs :
Autorités locales politico-administratives et sécuritaires;
Représentants/membres de structures locales de paix;
Membres de la communauté (non membres des structures de paix);
Des femmes leaders ;
Des jeunes leaders.

30
Acteurs politique au niveau provinciale

[8] *Au Sud-Kivu (Kamanyola, Luberizi, Sange, Kigoma, Lemera, Uvira, Kalehe Centre, Nyabibwe, Minova, Numbi-Ziralo, Bitale-Bunyakiri, Minembwe, Bijombo). Au Nord Kivu (Nyamitaba, Kalembe, Burungu, Kitshanga, Mweso, Kiwanja, Rutshuru, Jomba, Kisigari et Rugari).*

Nord **Kivu**

1 Kalembe
2 Mweso
3 Kitshanga
4 Burungu
5 Nyamitaba
6 Kiwanja
7 Rutshuru
8 Jomba
9 Kisigari
10 Rugari

Sud **Kivu**

1 Minova
2 Numbi-Ziralo
3 Bitale-Bunyakiri
4 Nyabibwe
5 Kalehe - Center
6 Kamanyola
7 Luberizi
8 Lemera
9 Sange
10 Kingoma
11 Uvira
12 Bijombo
13 Minembwe

Recommandations

Partant de ces différentes analyses et des conclusions de l'évaluation, nous clôturons ce rapport en formulant nos recommandations. Elles sont synthétisées ci-dessous :

■ ***Au Gouvernement de la RDC :***

Soutenir le développement d'une politique et d'une stratégie nationale en matière de paix et de réconciliation reposant sur une vision intégrée des enjeux en matière de sécurité, de transformation de conflits, de justice transitionnelle et de DDR(C) et susceptible d'offrir au Gouvernement et à ses partenaires un cadre stratégique commun pour la planification et la coordination de leurs actions.

■ ***Aux organisations intervenant dans le secteur de transformation des conflits :***

Systématiser les analyses/recherches sur les conflits (et mobiliser les ressources techniques et financières nécessaires), cibler les causes et les facteurs majeurs de division et mettre en place les stratégies, les dispositifs de mise en oeuvre, les ressources, les alliances et des partenariats innovants multi-niveaux et multi-acteurs afin d'aborder ces enjeux de manière efficace et coordonnée (y compris au niveau régional).

■ ***Au Gouvernement de la RDC :***

Développer une politique nationale de DDR décentralisée, à base communautaire :

- *Qui aborde de manière intégrée et holistique la question des groupes armés, des dilemmes sécuritaires et les dynamiques politiques et de conflit qui les sous-tendent,*
- *Qui renforce la convergence entre les actions de DDR et les programmes axés sur la gestion des ressources naturelles (minières en particulier) et*
- *Qui permette une révision des approches en matière de réinsertion/réintégration des ex-combattants (avec un focus sur les investissements structurants et le volet social et communautaire de la réinsertion).*

■ ***Aux bailleurs de fonds et à leurs partenaires :***

Développer, renforcer et systématiser les stratégies d'engagement des acteurs politiques et sécuritaires influents et délocalisés et leur mise sous pression politique, sociale et communautaire (voir également judiciaire).

■ ***Aux bailleurs de fonds et à leurs partenaires :***

Réviser et renforcer les approches de dialogue en :

- *Sortant d'une logique purement communautaire pour appréhender les dynamiques politiques et conflictuelles à tous les niveaux et leur interconnexion,*
- *En privilégiant des initiatives de négociation et de médiation entre un nombre restreint d'acteurs (les détenteurs d'intérêts) sur des enjeux précis et particuliers (par opposition au dialogue « grand-messe »),*
- *En investissant de manière robuste et innovante le champ des médias et de la communication stratégique (avec un focus sur les réseaux sociaux) et 4) en renforçant/systématisant la complémentarité et l'alignement entre investissements, création d'opportunités économique et dialogue.*

■ ***Au gouvernement de la RDC, aux bailleurs de fonds et à leurs partenaires :***

(Re)placer les autorités et les services compétents au centre des processus et des mécanismes locaux de gouvernance foncière, éviter la substitution, mais conditionner les appuis techniques et matériels à l'engagement politique et financier des autorités de tutelle. Renforcer les actions de sensibilisation, d'assistance technique et de plaidoyer menées par certaines organisations de la société civile, au sein de la Commission Nationale de la Réforme Foncière (CONAREF), dans le cadre de la réforme de la politique et de la loi foncières.

■ ***Aux bailleurs de fonds et à leurs partenaires :***

Renforcer les actions centrées sur l'émergence d'un leadership féminin et de jeunes au niveau communautaire et politique et faciliter les alliances et les mises en réseau. Prévoir des appuis et des ressources spécifiques afin de les préparer (coaching et de mentoring) en vue de leur participation active dans les processus stratégiques de paix, de dialogue et de réconciliation, à tous les niveaux.

- ***Aux bailleurs de fonds et à leurs partenaires internationaux :***

Sortir d'une logique de partenariat strictement opérationnel et à court-terme et (ré) investir dans le développement de nouvelles dynamiques collaboratives au sein de la société civile et dans le renforcement de ses capacités d'action collective dans le domaine de la paix.

- ***Aux bailleurs de fonds :***

Renforcer l'accès direct des organisations de la société civile aux financements, tout en mettant en place des stratégies de transfert de compétences et des dispositifs d'accompagnement technique et managérial adaptés.

- ***Aux bailleurs de fonds et à leurs partenaires internationaux et nationaux, en ce qui concerne la mise en oeuvre des projets :***

1. *Renforcer la communication, la transparence et la redevabilité à l'égard des autorités et parties prenantes locales et systématiser leur participation dans la conception, la mise en oeuvre et le suivi des projets,*

2. *Renforcer considérablement les organes et mécanismes de contrôle au sein des organisations, systématiser la mise en place au niveau local de mécanismes de plaintes et développer des stratégies adaptées pour limiter les risques liés aux « opérations-retours »,*

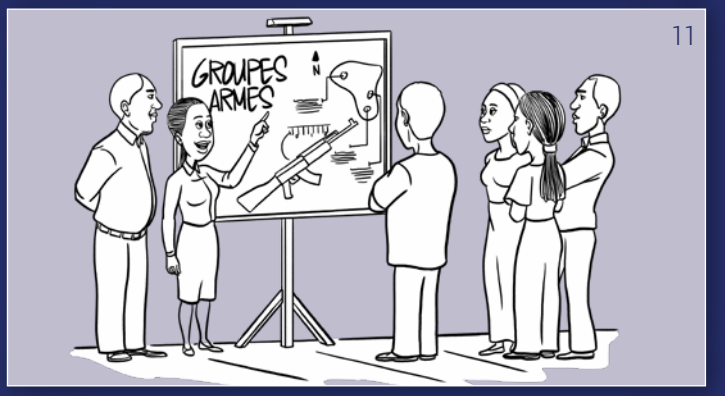
3. *Renforcer la sensibilité aux conflits dans le choix et la sélection des organisations partenaires et des zones d'intervention et*

4. *Renforcer considérablement la flexibilité des projets et des fonds alloués (selon des modalités à définir) pour réduire le caractère souvent figé et peu réactif des interventions de transformation des conflits.*

Une route, Sud Kivu, decembre 2019 @ Francois van Lierde

Les Résultats

1. Réduction de la conflictualité au sein des communautés grâce à la mise en place de mécanismes de médiation des conflits fonciers interindividuels.
2. Réduction et prévention de la violence grâce à la médiation de conflits fonciers complexes.
3. Prévention des conflits liés à la transhumance et à la divagation du bétail, grâce à la mise en place d'un système de redevance coutumière, à l'ouverture de voies de passage et à l'adoption d'un arrêté provincial.
4. Prévention des conflits fonciers grâce à la sécurisation des terres et au renforcement de l'administration foncière.
5. Les initiatives testées au niveau local et communautaire par les OSC sont relayées au niveau national et influencent le processus de révision de la loi foncière.
6. Les risques d'escalade de la violence intercommunautaire sont réduits grâce l'intervention (ponctuelle et ciblée) de comités et de cadres de concertation.
7. Renforcement de la confiance et de la cohésion sociale intercommunautaire, sous l'effet des actions des ONG, des sensibilisations des Eglises et d'une reprise spontanée des contacts et des relations interindividuelles.
8. Une relative désolidarisation/distanciation des populations à l'égard de groupes armés issus de leur communauté.
9. Cessation provisoire des hostilités dans le Groupement de Bijombo (fin 2018), dans un contexte sécuritaire et politique extrêmement volatile.
10. Résolution de conflits de pouvoir intracommunautaires dans le Groupement de Kabimba et dans la localité de Bwisha.



11. Les autorités et les leaders des communautés de à Kitshanga se sont engagés dans la transformation de certaines des causes profondes des conflit qui les opposent.
12. Renforcement de la représentation et de la participation des femmes dans les processus de transformation de conflits.
13. Renforcement de la sécurité des populations grâce à la mise en place et au renforcement des Comités locaux de sécurité de proximité élargis (CLSP) et à d'autres mesures de rapprochement entre civils et services de sécurité.
14. Renforcement de la sécurité des populations grâce à des initiatives communautaires de sensibilisation des groupes armés.
15. Réintégration socio-économique d'éléments issus des groupes armés.
16. Mise en place d'une Commission interprovinciale pour le DDR communautaire
17. Réduction limitée de la conflictualité autour des sites miniers grâce à la certification des sites, à l'encadrement des artisans et à la mise en place de mécanismes de gouvernance locale des ressources minières.
18. Renforcement de la collaboration et de la confiance entre populations de part et d'autre des frontières et réduction des tracasseries aux postes frontières, grâce à la mise en place de Groupes de Dialogue Permanent (GDP).

Visit our website to follow or contribute to our work: life-peace.org